

Ecole Nationale de la Santé Publique	
Formation d'acteurs	Formation initiale

Inspecteurs des affaires sanitaires et sociales

Actions sanitaires de l'Etat

"Usagers présentant des problèmes d'addictions"

Lieu : ENSP Rennes, Date: Septembre, Octobre 2001

Organisateur : ENSP

Le contexte

Le Ministère de la Santé

Les questions de formation sont régulièrement mais rapidement abordées lors des réunions trimestrielles entre la MILDT et la DGS. D'autres dossiers ont été considérés comme prioritaires jusqu'à présent et le Plan Triennal n'a pas défini d'objectif à court terme en ce qui concerne les professions de santé.

Les questions de formation sont du ressort du bureau des pratiques addictives (6B), qui fait le relais avec le bureau des formations des professions de santé (2C). Ces bureaux vont prochainement commencer le recensement des formations concernées (ex : diplômes d'infirmières). Il s'agit d'un travail considérable.

Pour le moment, une seule réalisation est directement liée au Plan Triennal : la création d'un Diplôme d'Etudes Spécialisées Complémentaires d'Addictologie. Ce diplôme a été créé en 1999. Il s'adresse à des médecins spécialistes qui peuvent obtenir une qualification supplémentaire en un an.

Faute d'une implication suffisante de la DGS à la date de l'évaluation, il a été décidé de s'adresser à l'ENSP pour identifier une formation susceptible de contribuer à l'enquête.

L'ENSP

L'ENSP est une école où l'on entre sur concours et qui forme à une dizaine de métiers : directeur d'établissement sanitaire et social, directeur d'établissement social, directeur d'hôpital, infirmier général, ingénieur d'études sanitaires, ingénieur du génie sanitaire, inspecteur des affaires sanitaires et sociales, médecin de l'éducation nationale, médecin inspecteur de santé publique et pharmacien inspecteur de santé publique. Chaque année, l'école accueille 500 élèves en formation initiale et 4500 stagiaires en formation continue.

Nous avons interrogé un enseignant chercheur dans le département Politiss, qui a pour mission de prendre en charge les enseignements relatifs aux politiques de santé publique et d'action sociale à l'ENSP. Il est à l'école depuis environ 22 ans et auparavant travaillait sur la question des plannings familiaux et l'éducation pour la santé. Il est par ailleurs président du Centre d'Information et de Recherche sur les Drogues et les Dépendances (CIRDD) de 2 départements.

Les formations sur les drogues et toxicomanies existantes à l'ENSP

C'est à partir des années 80 que la question de la toxicomanie est apparue dans les thématiques traitées par le ministère de la santé.

Le professeur de l'ENSP que nous avons interrogé, nous explique qu'il s'est retrouvé à "proposer des séquences en formation initiale des médecins inspecteurs de la santé et des inspecteurs des affaires sanitaires et sociales" et "à animer la réflexion et les discussions sur le thème".

Au contraire du ministère (de la santé) qui avait une approche produits, la réflexion menée au sein de l'ENSP était à l'époque une approche sur les comportements d'usage. Sur ce point, le plan triennal n'a pas constitué une rupture mais une continuité dans l'action de l'ENSP.

De 1982 à 1991, un cours spécial concernant les drogues et dépendances était dispensé pour les infirmières et les médecins scolaires.

"Dans le catalogue des formations continues, il y a toujours eu le thème des toxicomanies proposé".

Actuellement, dans la formation des médecins inspecteurs de la santé, il n'y a pas de formation spécifique même si certains travaillent sur le thème dans le cadre de leur thèse. Cependant pour l'ensemble des élèves la question des dispositifs est traitée.

En ce qui concerne les médecins, il n'y a rien de systématique sauf pour ceux de l'Education Nationale où ils suivent un module sur l'éducation et la promotion de la santé. Le travail est centré sur comment devant une situation précise les professionnels de santé vont et doivent se comporter.

"Les autres formations sont assez peu sollicitées sur cette thématique".

Pour la formation continue, l'ENSP organise plus de 200 sessions par an sur des thèmes très variés dont des sessions sur la promotion de la santé, la prévention et l'éducation pour la santé. L'objectif au cours de ces sessions est de donner des points de repères pour permettre aux stagiaires "de se situer dans la multiplicité des dispositifs nationaux ou locaux, d'identifier les principaux thèmes, les différentes formes d'intervention, les sources de financement de projets". Les publics visés sont principalement les responsables d'association et de structures sanitaires et sociales, les cadres de collectivités territoriales, les cadres des organismes de la sécurité sociale et les médecins inspecteur de santé publique.

Contribution du Plan Triennal aux résultats

Un formateur : "J'ai participé à cette session expérimentale. J'ai trouvé intéressant mais ça n'a pas fondamentalement changé les pratiques internes à l'école. Il y a l'idée d'associer un peu plus les élèves à la réflexion".

"Il y a un apport ne serait ce que par la documentation".

"C'est vrai que ça a permis de rencontrer des gens nouveaux, ce qui est facilité par le fait d'être réuni dans un espace donné pendant un moment donné".

"J'ai sollicité des personnes (des formateurs) que j'ai rencontré à l'époque de la formation pour intervenir dans le cadre de l'école".

A noter l'organisation de stages inter-écoles par l'ENSP où la MILDT est sollicitée ainsi que l'organisation d'une formation du même type que la formation interministérielle en Midi-Pyrénées en collaboration avec la DRASS en décembre 2001.

Les modules interprofessionnels

Chaque année, les élèves de l'ENSP travaillent en groupes d'une dizaine de personnes pendant trois semaines sur un thème de santé publique. Représentant l'éventail des métiers préparés à l'école, les groupes sont placés sous la guidance d'un animateur qui préalablement aura proposé un thème.

Les élèves relèvent comme aspect positif le caractère pluri-professionnel et intergénérationnel de l'approche.

Le séminaire s'articule autour de plusieurs phases qui devront guider le travail de chaque groupe :

1. Identifier et s'approprier le problème de santé publique soumis à l'étude
2. Repérer les différents acteurs impliqués
3. Préciser et recueillir l'information nécessaire au traitement du problème posé
4. Traiter cette information en la restituant dans son contexte d'émission

5. Présenter les résultats de l'investigation en mettant clairement en évidence les éléments de réponse au problème présenté

Pour l'année 2001 (septembre - octobre), un groupe a travaillé sur la « Consommation d'alcool et l'approche globale des addictions »

Les inspecteurs des affaires sanitaires et sociales

Les élèves de la filière « inspecteurs des affaires sanitaires et sociales », doivent choisir, dans le cadre de leur formation initiale, une thématique sur laquelle ils travaillent lors d'un stage. Certains choisissent (une dizaine environ) de travailler sur la question des drogues et des dépendances.

Un travail préalable sur les politiques et les dispositifs est mené avec l'utilisation notamment de documents de l'OFDT (indicateurs et tendances) et de la MILDT. C'est ensuite au cours de leur stage que les élèves traitent le thème de manière pratique.

C'est au cours de ce travail préalable que les élèves rencontrent « des acteurs locaux de soins », un responsable de centres de soins (CCAT), le chef de projet (MISP) et des acteurs de prévention (CIRDD et CDPA)

Les élèves ayant travaillé sur une même thématique doivent à la suite de leur stage travailler en commun et élaborer une quinzaine de pages sur les politiques actuelles en matière de dépendances.

Ils doivent faire part au cours d'une journée de restitution de leur principaux acquis. Le résultat est donc que l'ensemble des inspecteurs sont sensibilisés à la question au moins par cette journée de restitution. 80 à 100 personnes participent à cette journée avec un intérêt plus ou moins grand pour la problématique.

A noter que "inspecteur des affaires sanitaires et sociales n'est pas un métier mais quinze métiers", en effet tous ne travaillent pas avec les mêmes publics et ne sont donc pas sensibles au thème des drogues de la même manière.

Résultats de la formation

Le point de vue des participants

Les participants ont choisi, parmi trois thèmes, celui concernant les drogues et les dépendances essentiellement parce qu'ils méconnaissaient le sujet et/ou qu'ils souhaitent en savoir plus, s'informer « j'avais envie de découvrir autre chose, un autre domaine de la santé publique ».

Ce travail a donné, à certains, l'envie de poursuivre voire de se spécialiser dans ce domaine et de mettre en place des actions « j'aimerais continuer dans ce domaine mais il y a peu de place, car c'est souvent réservé aux médecins ».

Les rencontres avec les intervenants (membre du CODES, du CDPA, du CIRDD, d'association de lutte contre les toxicomanies, du CHRS et de soins spécialisés, DDASS) ont été enrichissantes : « je suis très satisfaite par rapport à mes attentes de départ ».

Les participants ont apprécié de pouvoir se rendre sur le terrain durant trois mois et d'y rencontrer des acteurs locaux et surtout des usagers. La durée du stage a permis de se remettre profondément en question « auparavant, j'avais travaillé sur les problèmes d'alcoolisme, mais là, trois mois dans le milieu des drogues et toxicomanies, ça fait vraiment une grosse remise en question ».

Lors de notre enquête réalisée auprès de 9 participants, l'ensemble des participants nous a dit se sentir bien informé (plutôt voire très) sur les questions de drogues et dépendances. L'économie et la géopolitique est pour 7 d'entre eux un des points faibles de leur information. Tous ont un souvenir plutôt précis de la formation, et mis à part un participant, ont été remis en question. D'ailleurs, 8 des participants ont changé leur façon de parler des drogues et dépendances depuis la formation. Les réseaux professionnels se sont renforcés, pour 6 personnes.

Entretiens

Chargé de mission MILDT

Formateur : Professeur à l'ENSP

Participant : Elèves

Éléments pour le rapport d'évaluation

- Au contraire du ministère (de la santé) qui avait une approche produits, la réflexion menée au sein de l'ENSP était à l'époque une approche sur les comportements d'usage. Sur ce point, le plan triennal n'a pas constitué une rupture mais une continuité dans l'action de l'ENSP.